

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 207 - VENDREDI 14 MARS 2014

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Pour Montebourg, l'affaire des marinières de l'équipe de France de football fabriquées en Thaïlande Nike la France. On croyait qu'il s'occupait d'industrie pas de chiffons !

AGENDA MILITANT

→ 18 mars

France [Journée interprofessionnelle de mobilisation](#)

Paris [Construire le salariat comme classe révolutionnaire](#)

→ 20-23 mars- 27-30 mars

Verdon (83) [L'Héritage à domicile](#)

→ 22 mars

France [Contre le racisme et le fascisme toutes et tous dans la rue](#)

Rennes/St-Jacques [Centres de rétention : y en a marre](#)

À LIRE SUR [communistesunitaires.net](#)

→ Monde

[Ukraine, les Dr Folamour et les Ukrainiens,](#)

François Asensi

[Ukraine, une révolution confisquée, la paix internationale menacée,](#)

François Ralle

Andreoli et Frédéric Martin-Bouyer

[La révolution ukrainienne,](#) Vasi Cherepanin

→ Élections

[Ce qui rassemble le Front de gauche est plus fort que ce qui peut le diviser,](#)

Roger Martelli

→ Initiatives

[Pacte de responsabilité : un accord irresponsable, Ensemble !](#)

« C'est dans la commune que réside la force des peuples libres. »

À

quelques jours seulement des élections municipales, la grande inconnue reste le nombre d'abstentionnistes du premier tour qui, dégoûtés de tout, ne se déplaceront pas pour élire leurs conseillers municipaux et communautaires et leur maire.

Alors que les observateurs notent que ces élections seront une sanction de la politique d'un gouvernement socialiste-EELV qui penche dangereusement vers le social-libéralisme, ce risque de l'abstention plane sur les bons scores que doivent faire les listes Front de Gauche.

Ce qui fera la différence dans la dernière semaine, c'est notre capacité à démontrer aux déçus du vote Hollande aux présidentielles qu'ils peuvent faire entendre leur voix. L'alternative de gauche se situe dans ce rassemblement autour des listes qui réunissent largement ceux qui veulent une autre société, plus humaine et plus démocratique. Du score des listes conduites par le Front de Gauche dépendra la capacité du peuple de ce pays à résister aux mauvais coups engagés ou annoncés.

Les villes, et c'est particulièrement vrai pour la France, sont, depuis le Moyen-Âge, de formidables lieux de résistances au pouvoir central. Le gouvernement veut absolument casser cela. Celui-ci comme ceux qui l'ont précédé d'ailleurs. C'est le sens de la loi sur la création des Métropoles. C'est la condition pour mettre la France à la botte de l'Europe capitaliste et austéritaire qui marche au pas de charge pour réduire les peuples au silence et asseoir les profits du libéralisme financier.

« C'est dans la commune que réside la force des peuples libres. Les institutions communales sont à la liberté ce que les écoles primaires sont à la science ; elles la mettent à la portée du peuple ; elles lui en font goûter l'usage paisible et l'habituent à s'en servir ». Cette tradition, relevée en son temps par Tocqueville (une fois n'est pas coutume !), empêche le libéralisme de tourner en rond. Elle est de celles qu'il faut maintenir et amplifier.

Le droit de voter a été chèrement acquis. En 1848 pour les hommes ; il y a seulement soixante-dix ans pour les femmes et quarante ans pour les jeunes de 18 à 21 ans. S'en servir, c'est résister.

Il nous reste peu de temps pour convaincre. Mais jusqu'à l'élection, nous avons la responsabilité de mobiliser l'électorat populaire, l'électorat foncièrement de gauche pour faire grandir l'alternative à l'austérité et aux libéraux de tout poil.

● François Asensi



La sanction électorale contre l'austérité, c'est maintenant !

À quelques semaines des élections municipales, le gouvernement vient d'annoncer une nouvelle saignée dans les budgets des collectivités locales.

Les scrutins des 23 et 30 mars, puis celui des européennes le 25 mai sanctionneront-ils la fuite en avant libérale du Parti socialiste ?

L'austérité sans fin comme programme électoral pour les élections municipales ? Difficile d'interpréter les annonces gouvernementales ! Peut-être le gouvernement anticipe-t-il une sanction des électeurs. Ou alors entend-il faire preuve autant que possible de cette pédagogie austéritaire par laquelle un pouvoir qui annonçait une guerre à la finance assume entièrement aujourd'hui de s'en remettre aux solutions économiques de l'UMP et du MEDEF ? Espère-t-il encore une fois couper l'herbe sous les pieds de l'opposition de droite, en reprenant ses thèmes ? Ou peut-être François Hollande utilise-t-il jusqu'à la corde Jean-Marc Ayrault avant de le remercier ? La stratégie gouvernementale laisse perplexe mais elle n'en mérite pas moins d'être qualifiée pour ce qu'elle est : un abandon de la gauche, dont un des héritages historiques était jusqu'à présent la culture territoriale, pour des politiques locales s'attachant notamment à compenser les effets des crises économiques par de solides filets sociaux.

Quoi qu'il en soit, l'hypothèse est parue dans les médias sous cette forme : le gouvernement, cornaqué par le ministre du Budget, envisage une baisse de

10,5 milliards d'euros des dotations de l'État aux collectivités d'ici à 2017. La saignée concernerait la dotation globale de fonctionnement (DGF) versées aux communes, aux intercommunalités, aux Départements et aux Régions, qui représente une part très importante de leurs subsides. Le mode de calcul de cet ob-

La stratégie gouvernementale est un abandon de la gauche, dont un des héritages historiques était la culture territoriale, pour des politiques locales s'attachant à compenser les effets des crises par de solides filets sociaux.

jectif de baisse est simple comme bonjour et il est lié à l'orientation globale du gouvernement : celui-ci entend diminuer les dépenses publiques de 50 milliards dans la prochaine période ; la baisse des crédits versées aux collectivités locales

doit (selon lui) être proportionnelle aux dépenses consacrées par l'État à leur financement, soit 20 % de ses dépenses totales. Pour 2015, une réduction de 1,5 milliard s'ajouterait à une réduction du même montant déjà programmée ; et pour 2016 et 2017, 3 milliards de baisse des crédits sont prévus chaque année, en plus de la baisse elle aussi déjà prévue d'1,5 milliard d'euros. Bref, ce sont trois années d'austérité renforcée qui viennent d'être annoncées... dans la continuité des années précédentes.

Dans le droit fil de la politique de Sarkozy

Que s'est-il passé le 28 septembre 2010 sur le même sujet ? Ce jour là, le ministre du Budget, François Baroin, annonçait en vue de la présentation du projet de loi de finances 2011, le gel sur trois ans des dotations de l'État aux collectivités locales. Il ne faisait d'ailleurs qu'annoncer le prolongement d'un gel décidé par Nicolas Sarkozy quelques mois plus tôt. L'opposition de gauche l'avait alors fermement dénoncé.

Qui espérait un virage à gauche après l'élection de François Hollande ? Le 5 octobre 2012, le nouveau président ●●●



●●● annonçait lors des États généraux de la démocratie territoriale un « *pacte de confiance et de responsabilité* » entre l'État et les collectivités. Il s'agissait notamment de changer de méthode, en mettant en place une logique de concertation en vue d'un « *équilibre* » entre les « *efforts des uns et des autres* ».

Quelques mois plus tard, le 12 février 2013, devant les élus du Comité des finances locales, un certain Jérôme Cahuzac, ministre délégué au Budget, Marylise Lebranchu, ministre de la Réforme de

l'État et Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée à la Décentralisation, annonçaient une baisse de 4,5 milliards des dotations de l'État. Le tournant, si on peut l'appeler ainsi puisque les orientations initiales n'étaient que des intentions, a donc été pris très rapidement. À l'époque, l'État avait affirmé être favorable à de nouveaux leviers fiscaux, mais cette promesse n'engage que ceux qui y croient, ou elle ne vaut qu'à la marge, car l'objectif politique porté par le gouvernement est de réduire la dépense publique en général, et non seulement les dépenses de l'État central.

Au passage, personne ne devrait s'imaginer que le budget de la Sécurité sociale pourra échapper à l'essorage libéral. Et l'on vient d'apprendre que les retraites complémentaires ne seront pas revalorisées cette année.

En 2013 et début 2014, le choix d'une telle politique a été largement confirmé, avec la multiplication des chantiers d'Hercule : annonce du pacte dit de responsabilité ; poursuite des politiques européennes mettant à l'index les pays les plus endettés de l'Union ; volonté d'accélérer la préparation du Traité transatlantique¹. Au total, il existe un lien tout à fait direct entre ces politiques européennes et nationales et le rinçage budgétaire annoncé pour les collectivités : l'austérité est à la fois la source d'inspiration des projets et elle en est le contenu.

Difficile question des alliances et des mandats

On a connu, au sein du Front de gauche, le débat sur le choix du PCF, dans de nombreuses communes, de reconduire ses alliances locales avec le Parti socialiste. L'annonce par François Hollande du fameux pacte de responsabilité, qui a confirmé et amplifié sa conversion libérale, avait suscité un certain « malaise » : jusqu'où peut-on défendre l'idée que les enjeux et les politiques locales peuvent être indépendants des choix nationaux ?

L'annonce de la volonté gouvernementale de ponctionner massivement les dotations des collectivités renforce encore la contradiction. Celle-ci existe bien sûr lorsqu'une alliance avec le PS au premier tour empêche les électeurs d'exprimer leur préférence pour une orientation critique envers la politique gouvernementale et pour une alternative politique

de gauche. Mais la question devient pertinente aussi lorsqu'il est question de fusion en vue du second tour pour « *battre la droite* » ou pour « *former une majorité* ». Si les décisions évoquées dans notre dossier sont prises - et elles le seront -, quelles politiques pourront effectivement mener ces majorités ?

Dans de telles conditions, comment ne pas être piégé dans l'institution municipale et refuser d'être l'otage de politiques que l'on combat par ailleurs ? Battre la droite est certes une évidence, un « bon réflexe ». Cependant, la gauche de transformation sociale et écologique est loin d'en avoir fini avec la nécessité de renouveler les termes d'une stratégie pour une alternative politique.

G.A.

Rompre avec la logique dominante

Ajoutons-y les choix du gouvernement en matière institutionnelle, avec l'accouchement aux forceps de la loi sur la Métropole et la mise en place au pas de course de celle du Grand Paris², dont l'orientation est d'emblée inclinée dans la logique de compétition économique entre les grandes métropoles ●●●

1. Lire notre dossier sur le Traité transatlantique : <http://www.cerisesenligne.fr/file/archive/cerises-199.pdf>

2. Pour une autre conception de la métropole, lire le dossier de Julien Dioudonnat : <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4131> et l'entretien avec Patrick Braouezec : <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4363&q=collectivités#p17>



Charb

**Nous sommes
devant une révolution
antidémocratique :
chacun des projets actuels
tend à cadenasser
la possibilité
pour les citoyens
de faire des choix
en rupture avec
les orientations libérales.**

européennes et mondiales. Une autre dimension saute alors aux yeux : le tableau d'une révolution antidémocratique dans la mesure où chacun de ces choix tend à cadenasser la possibilité pour un État et pour les citoyens de faire des choix en rupture avec les orientations libérales : verrouillage dans le champ économique, avec le passage à un régime juridique dessaisissant la souveraineté populaire, négociation par branche concernant l'emploi, effaçant le rôle du législateur et aboutissant à ce que le patronat ne soit en rien obligé à des contreparties aux efforts dits de "compétitivité"³ ; pouvoir renforcé des technocrates pour la mise en œuvre des politiques d'austérité voulue par l'Union, notamment dans le cadre du pouvoir métropolitain, qui éloigne les institutions des citoyens.

Non seulement les élections municipales se déroulent dans ce contexte, mais

3. Concernant le décryptage des négociations sur le pacte dit de responsabilité, lire notamment l'analyse d'Anne Eydoux, Antoine Math et Henri Sterdyniak : <http://www.atterres.org/article/un-pacte-irresponsable> et le texte de Pierre Khalfa : <http://blogs.mediapart.fr/blog/pierre-khalifa/070314/un-pacte-irresponsable>

capacités budgétaires. Si dans la prochaine période les moyens des services publics sont diminués comme c'est annoncé, alors même les élus franchement hostiles à l'austérité ne pourront vraiment faire mieux que leurs homologues qui en sont partisans.

Toute la question est dès lors de combattre ces contraintes, et que l'exercice des mandats électifs s'inscrivent en rupture avec la logique institutionnelle dominante. Plus que jamais - car au cours des dernières décennies il restait encore quelques

conditions et réalités concrètes de tous les mandats locaux, qu'elles contraignent bien sûr déjà. Car s'il importe de ne pas tout ramener à la question financière, aucune collectivité ne peut innover, porter des projets structurants, modifier les réalités locales sans avoir un certain niveau de ca-

**Plus que jamais, occuper
des espaces de pouvoir
dans les institutions
n'a de sens que si les
mandats électifs servent
notamment à alimenter
la tension avec des
politiques européennes
et nationales conçues
sans et contre la société.**

moyens aux élus locaux pour développer des politiques, même si cela posait le problème de la créativité -, occuper des espaces de pouvoir dans des institutions n'a de sens que si les mandats servent notamment à alimenter la tension avec des politiques européennes et nationales conçues sans et contre la société.

**Des conséquences dramatiques
jusqu'à présent sous-estimées**

Les conséquences de la baisse des recettes des collectivités sont importantes. Elles concernent bien sûr les services rendus à la population, avec la mise en cause de certains dispositifs locaux, le renoncement à de nouveaux projets et des problèmes récurrents de qualité des services publics, qui nourrissent le mécontentement des usagers. De fait, les collectivités sont amenées à se recentrer sur les prestations qu'elles doivent

rendre obligatoirement : celles qui sont dévolues par la loi, par exemple en ce qui concerne les Départements le versement de l'allocation RSA et des allocations destinées aux personnes âgées et aux personnes handicapées. Face à la hausse des dépenses sociales contraintes, ce sont les initiatives préventives, citoyennes, éducatives et culturelles qui risquent de morfler, ●●●



●●● alors qu'elles contribuent fortement à singulariser les politiques publiques locales et qu'elles jouent un rôle important pour soutenir le lien social.

Les conséquences de l'austérité concernent aussi la diminution des capacités d'investissement des collectivités. Ainsi, début 2013, Philippe Laurent, maire UDI de Sceaux et président du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, résumait : « *Les élus réduiront leurs investissements* » car « *c'est le plus simple* » (par rapport aux autres dépenses). Certes, la construction et la réhabilitation des écoles primaires resteront probablement des priorités, car aucun maire ne prendra le risque électoral de faire trop d'économies dans ce domaine, mais bien d'autres projets seront reportés ou annulés. Outre qu'ainsi des problématiques structurantes pour l'avenir des territoires ne seront pas traitées (ce qui signifie la poursuite de l'aggravation des inégalités territoriales), l'impact économique est important car l'investissement des collectivités territoriales représente une part majeure des investissements publics. Autrement dit, l'austérité est une balle tirée dans le pied de la croissance.

Réhabiliter les “besoins”

Lorsque ces jours-ci on regarde les programmes électoraux de droite et de gauche, on est souvent surpris par leur proximité, de sorte qu'une partie d'entre eux sont interchangeables. C'est vrai par exemple concernant la propreté, prise sous l'angle du rythme de ramassage des ordures et de la lutte contre les incivilités, et non comme un enjeu écologique

dans une démarche beaucoup plus large. C'est vrai aussi concernant la sécurité, prise sous l'angle de la bataille pour des moyens policiers supplémentaires, ●●●

Les citoyens face à la baisse des dépenses publiques

Intéressante enquête que celle publiée par *Acteurs publics*, concernant la réduction des dépenses publiques. Le journal veut croire que « *Les Français approuvent la baisse des dépenses publiques* »¹. Mais les chiffres sont en réalité très contrastés. D'abord, l'opinion est en gros partagée entre trois tiers : un gros tiers (37 %) pense que l'objectif de 50 milliards d'économies sur la dépense publique d'ici 2017, « *ce n'est pas assez* » car « *l'endettement de la France est trop important* » ; un second tiers (32 %) estime qu'un tel objectif est « *adapté* » car il « *permet de réduire les déficits sans empêcher le retour de la croissance* » ; un troisième tiers (31 %) considère qu'un tel objectif est « *trop important, cela risque d'empêcher le retour de la croissance* ». N'est malheureusement pas testée la seule hypothèse réaliste : il est nécessaire que le pays se dote des moyens d'assumer une hausse des dépenses publiques dans les prochaines années.

Appelés ensuite à opter pour sacrifier des budgets, les sondés sont nombreux à citer les crédits consacrés à l'Europe, ceux réservés à l'aide internationale au développement et, loin derrière, les dépenses militaires. Autrement dit, le gros des dépenses publiques n'est pas considéré comme pouvant être rogné par une large majorité des citoyens. Ainsi, la réduction des allocations chômage n'est citée que par un cinquième des sondés, de même que celle des allocations familiales et le budget de la culture. Très loin derrière viennent les aides au logement, le budget de l'éducation, les allocations santé, le budget de la justice, et les allocations retraites (dont le gel pour 2014 vient d'être annoncé), cités par 3 à 11 % seulement des sondés.

Enfin, l'idée de diminuer le nombre de fonctionnaires est partagée par un quart des sondés, qui ne sont pas interrogés sur les postes de fonctionnaires qu'il faudrait cibler. Et l'idée de geler leur salaire est soutenue par 16 % des répondants. Le niveau de ces réponses ne témoigne-t-il pas que la volonté de banaliser l'austérité reste un talon d'Achille pour la droite comme pour le Parti socialiste ?

G.A.

1. Lire ici : <http://www.acteurspublics.com/2014/03/07/les-francais-approuvent-l-objectif-de-baisse-des-depenses-publiques> Il convient de ne pas se laisser tromper par les commentaires de l'Ifop.

●●● la plupart du temps sans réflexion sur la justice et sur la situation sociale. C'est vrai encore concernant l'emploi, où on est en général dans un affichage purement volontariste, au lieu de constater l'impasse des politiques nationales. Au total, la question du «vivre ensemble» est souvent bornée ou remplacée par la formule magique et dépolitisée de la qualité de la vie, qui permet de faire silence sur qui vit avec qui, sur l'enjeu de l'égalité et, tout particulièrement, sur la place des classes populaires dans la ville.

Autre forme de dépolitisation - qui cependant a un sens idéologique -, dans les programmes et les projets électoraux, on ne trouve souvent pas clairement la référence aux besoins. Ou plutôt on trouve de vagues références aux besoins, qui sont traités de manière expéditive. Les programmes sont des catalogues de mesures où chacun est censé pouvoir faire son «marché» et qui doivent donner l'impression de traiter les besoins, alors qu'en fait ceux-ci ne font que rarement l'objet d'un débat public. Et pour cause : si l'on travaillait vraiment sur les besoins, y compris d'ailleurs en discutant de la notion même de besoin, il faudrait à la fois tâtonner à la recherche de réponses neuves et assumer de proposer des réponses qu'aujourd'hui les collectivités n'ont pas les moyens de financer. Cependant, face à l'obsession de la crédibilité des programmes, qui aboutit souvent à censurer les projets, l'inverse existe aussi, heureusement, par exemple autour de la gratuité (transports en commun, accès aux premiers m³ d'eau, à l'énergie, à la prévention...), toutes propositions qui rompent avec la logique comptable.

On note aussi que, bien souvent, certaines politiques - notamment sociales, sanitaires, éducatives et culturelles - ne sont pas valorisées, comme si elles n'étaient pas justifiables aux yeux de citoyens, comme s'il fallait qu'elles continuent dans la discrétion, voire comme si la discrétion était une condition de leur pérennité. Or, avec les diminutions actuelles de moyens, ce sont ces politiques qui sont et qui seront menacées, et moins elles auront été considérées

Assumer la rupture avec l'austérité, c'est dire clairement qu'il faudra une augmentation de la dépense publique dans les prochaines années, et que cela supposera de nouvelles recettes, à rechercher du côté du Capital, et non du côté du travail.

comme des atouts, des enjeux et des éléments structurants des projets locaux, plus elles seront difficiles à défendre. On notera d'ailleurs que ces questions sont loin de concerner seulement les exécutifs en rupture avec l'austérité : elles peuvent au contraire concerner les élus de toutes tendances (les élus de droite et socialistes votent à l'Assemblée les lois d'austérité mais défendent localement les politiques et les dispositifs

non obligatoires, ceux-là même que les libéraux jugent superflus).

Assumer la rupture avec l'austérité

En s'appuyant sur un travail à partir des besoins, une approche alternative doit assumer l'idée d'une rupture avec les idées que la droite n'a cessé d'alimenter depuis des années, avec la complicité des socialistes reconvertis en libéraux. Il faudra prendre en charge l'augmentation de la dépense publique dans les prochaines années, trouver pour cela de nouvelles recettes qui sont à rechercher du côté du Capital, et non du côté du travail. Il faudra d'ailleurs plus de fonctionnaires pour les services publics en général, et tout particulièrement pour répondre aux besoins sanitaires, éducatifs et écologiques. Il faudra plus de moyens d'investissement pour assumer le développement des infrastructures de transport en commun, pour désenclaver les territoires abandonnés par la République (monde rural, quartiers populaires), pour soutenir la recherche et l'innovation technologique et pour assurer la transition écologique. Il faudra plus de crédits d'intervention pour promouvoir des politiques de prévention et développer l'éducation. Dans ces dernières semaines avant le scrutin des municipales, la campagne électorale sera utile chaque fois qu'elle aura, d'une manière ou d'une autre, contribué à prendre conscience de ces enjeux et à se donner de la force politique pour y faire face, dans la rue et dans les urnes.

● Gilles Alfonsi



Le Grand Port de Guadeloupe ou la contagion NDDL

Février, c'est carnaval dans la Caraïbe ! Retenant cette période pour lancer une furtive enquête publique d'à peine 30 jours sur le projet de "Grand Port de Guadeloupe", le gouvernement escompte un faible intérêt populaire, néanmoins alibi lors de probables conflits. Pour le LKP ce projet de port dissimule l'ambition de faire de la Guadeloupe la plaque tournante du commerce de marchandises dans la Caraïbe. Du monde entier devraient débarquer chaque année en Guadeloupe pas moins de 1 200 000 containers.

Tel Notre-Dame-des-Landes, le projet est vorace en terres, il prévoit la construction d'infrastructures propres à l'accueil des super-cargos chargés de milliers de caisses en provenance du canal de Panama, élargi pour la circonstance. Du NDDL dans le texte : le plan gouvernemental évoque la création de centaines d'emplois.

Pas subjugué, pas dupe, le LKP dénonce un projet redoutable pour la Guadeloupe et les îles caraïbéennes : le Grand Port est un danger pour l'environnement. La

construction de cette plateforme exigera de creuser au-delà de 17 mètres de profondeur. Les excavations et le dépôt des matériaux extraits entraîneront la destruction des fonds marins, de la faune et de la flore pour des décennies. Exit les plages mondialement connues de Goyave à Marie-Galante, de Sainte-Anne et Saint-François. Mais ici et là-bas, le capitalisme a des idées : verdissement des murs de l'Ayroport, restauration des communautés coralliennes par immersion de récifs artificiels dans la Caraïbe !

Le Grand Port serait un désastre pour l'agriculture, l'agro-transformation et la petite industrie. Les containers achemineront aussi bien des ignames

que des patates ou des ananas, melons et autres produits manufacturés, en provenance de pays où le travail est encore plus mal payé qu'en Guadeloupe. À terme, pourquoi pas du sucre ? interroge vertement le LKP. Le Grand Port annonce aussi la mort du foncier agricole. Sans production, plus de terres agricoles, il faudra bien stocker les containers sur différents sites. Les plaines fertiles livrées à la spéculation immobilière deviendront d'immenses zones de stockage, tailladées de routes d'accès.

Le Grand Port tueur d'emploi. La création d'emplois sera inférieure à la destruction d'emplois directs et indirects engendrée par ce projet. Entre faillites d'agriculteurs, disparition des terres agricoles, de l'agro-transformation, de la petite industrie, des commerces : des milliers d'emplois sont dans le viseur. Problématique connue en Loire Atlantique et sur tous les sites retenus pour de grands projets inutiles, coûteux, dangereux.

Enfin le Grand Port apparaît funeste pour l'ensemble caraïbéen. Déjà menacé dans ses identités, il se résumerait vite à la seule activité de consommation, défait de toute capacité de production, à terme condamné à mort.

Le LKP appelle les Guadeloupéens à se rendre dans les mairies concernées, à manifester leur mécontentement, à s'opposer au projet. Préserver la terre, préserver la vie des hommes et des territoires, ici et là-bas ! Verre de rhum, verre de lambig, nos luttes sont faites pour se rencontrer...



● Catherine Destom-Bottin



Austérité généralisée, crise économique, climat d'impuissance collective... où l'Union européenne emmène-t-elle les peuples qui la composent ? Révolution démocratique et nouvelle espérance commune sont à l'ordre du jour. Parce que des colibris peuvent faire le printemps, *Cerises* s'envole tous les quinze jours dans un pays européen.

Aujourd'hui : la Suède.



L'allumette suédoise

Évidemment, dans la période, la Suède pourrait sembler un roman à l'eau de rose à côté de l'Ukraine. Rose comme on peut voir la vie, au sein d'une société citée en exemple, hier encore, en Europe. Et rose de la couleur de cette social-démocratie scandinave, dont l'astre a pâli depuis 10 ans. Avec une certaine croissance économique, des inégalités sociales moins criantes que chez ses voisins – danois, allemand ou même français –, une politique volontariste et parfois accueillante des populations étrangères, le modèle économique et social suédois avait un air inoxydable. Un air.

D'abord, le conte n'était pas scandinave. L'écrivain suédois Henning Mankell l'avait déjà dit tout net au *Nouvel Observateur* : « *Le paradis suédois est un mythe créé par vous et non par nous* ». Et l'auteur de polars, créateur de Wallander, flic sympathique et déprimé, d'ajouter : « *La Suède n'est pas responsable de la mythologie qui l'entoure.* »

Ensuite le modèle suédois a du plomb dans l'aile. L'année dernière, la Suède a été le théâtre d'émeutes de banlieues, comme



Mai 2013 – Station Husby, banlieue de Stockholm. Des manifestants se rassemblent pour protester contre les casseurs et la violence policière après des nuits d'émeutes.



celles de 2005 en France. L'allumette ? Une bavure policière. Des incidents comparables s'étaient produits à Stockholm il y a quelques années, mais n'avaient pas eu cette ampleur : durant une semaine, des centaines de voitures brûlées, des dizaines d'arrestations, un mort. Les événements ont eu lieu dans les banlieues pauvres et dortoirs de la capitale, et à Örebro. Ils ont donné lieu à des manifestations contre les casseurs et les violences policières.

Mankell avait tiré la sonnette d'alarme. S'il pensait toujours que la société suédoise était plus juste que d'autres, il était déjà conscient qu'elle était confrontée à des problèmes inexistantes il y a quinze ans. « *La Suède a le même type de banlieues (que la France – ndr), peuplées d'immigrés pauvres, et où le système éducatif est sacrifié. Le problème majeur est un problème de pauvreté économique et culturelle* », affirmait-il. Désigner l'homme dans le pauvre ou l'immigré, telle est sa question. Que les xénophobes du parti des Démocrates suédois (*Sverigedemokraterna*)¹ posent à l'envers. De plus en plus de personnes, ici comme ailleurs, font mine d'oublier que l'histoire européenne a été et est une affaire d'émigration et d'immigration. Et qu'au début du siècle, des Suédois sont partis aux États-Unis en quête d'Eldorado.

La banlieue, les migrants et la pauvreté donc. À la différence de ses voisins scandinaves (Norvège, Danemark, Finlande), la Suède abrite en son sein une forte population de migrants. Issue, dans les années 60, de Grèce, d'Italie et de Yougoslavie, elle servit de main-d'œuvre dans l'automobile (Volvo, Saab, Scania) dans un contexte de quasi plein-emploi. Des banlieues ouvrières furent alors construites dans le pays, à l'écart des Suédois nés en Suède. Différence avec la France : les migrants ne sont pas issus des anciennes colonies. Et la méconnaissance des codes, de la culture, de la langue et de l'histoire de ceux-ci par les Suédois, et inversement, est encore plus forte qu'en France. Les années 70-80 virent ensuite l'accueil, avec le social-démocrate Olof Palme, des victimes ●●●

1. 5,7 % aux élections de 2010.



Vänsterpartiet

Le Parti de gauche (*Vänsterpartiet* ou *V*) est un parti socialiste et écologiste, membre de l'Alliance de la Gauche verte nordique. Né de la scission du Parti social-démocrate, il s'est appelé Parti social-démocrate de gauche de Suède [1917-1921], Parti communiste de Suède [1921-1967], Parti de gauche-Les communistes (*Vänsterpartiet kommunisterna*) [1967-1990]. Il regroupe aujourd'hui d'anciens communistes, des militants issus de l'immigration, se revendiquant du féminisme ou opposés à « *l'impérialisme américain* ». Lors des élections de 2010, *V* a milité pour « *l'État-providence* », l'ouverture des frontières, la durée de la journée de travail de 6 h, le partage du congé parental entre parents, des écoles maternelles ouvertes le soir et la nuit.

Aller plus loin : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/d000561-suede-quel-espace-politique-pour-la-gauche-radical-par-cyril-coulet/article>




Le Parti pirate (*Piratpartiet*), fondé en 2006, s'attache, lui, à réformer les droits de la propriété intellectuelle (copyright, brevets, protection des œuvres) ou à la vie privée. En 2009, il devient le 3^e plus gros parti suédois en nombre de membres. Sa branche étudiante, *Ung Pirat*, est la plus importante organisation politique de la jeunesse suédoise.

●●● des dictatures (Chili, Argentine, Brésil, Uruguay), puis des réfugiés (éthiopiens, somaliens, iraniens, irakiens, kurdes...) fuyant les guerres. Aujourd'hui, Stockholm est la principale ville kurde du monde hors Kurdistan.

La colère des banlieues n'est pas née de rien : ce n'est pas être simpliste que de parler de causes économiques. Selon l'OCDE, les Suédois d'origine étrangère, qui représentent environ 15 % des 9,6 millions d'habitants, connaissent un taux de chômage de 16 % (9 % pour les personnes nées en Suède). La paupérisation et la concurrence économique entre individus ont créé des tensions alimentées par les populistes, qui les dirigent contre l'étranger. Les inégalités sociales se sont aggravées et, avec elles, le sentiment de « déclasserment ». La politique du 1^{er} Ministre conservateur-libéral Fredrik Reinfeldt (Alliance pour la Suède) - réduction des allocations, précarisation de l'emploi, privatisations - y a contribué.

La croissance a beau être là, la dette publique relativement faible², c'est en leur nom que cette politique est menée. Miroir dans lequel la Bundesbank aimerait voir la zone euro, à laquelle la Suède n'a pas adhéré, bien que respectant quatre des cinq critères de la Commission. Quant au 5^e, il suffit de questionner les Suédois : le nombre de ceux voulant garder la couronne suédoise est passé de 45-50 % en 2008-2009, à plus de 80 % depuis 2011 (sondages de l'agence d'État *Statistika centralbyrån*.)

2. 40,7 % du PIB en 2013.

Valeurs exigées par la Commission européenne	Critères de convergence				
	Inflation	Finances publiques		Taux d'intérêt long terme	Membre du Mécanisme de Change européen
		Déficit budgétaire annuel / PIB	Dette publique / PIB		
max 3,1 %	max 3 %	max 60 %	max 5,8 %	min 2 ans	
 Suède (mai 2012)	1,3 %	-0,3 %	38,4 %	2,2 %	non membre

Le gouvernement Reinfeldt, reconduit lors des élections de 2010, avait succédé en 2006 au gouvernement Persson (Parti social-démocrate suédois des travailleurs – *SAP*), soutenu aussi par le Parti de gauche et le Parti de l'environnement-Les Verts (*MpG*). Jusqu'à une période récente, la social-démocratie jouissait d'une légitimité assez peu contestée. Cela n'est plus le cas. Le taux de chômage de 2 % des années 1970-1990 est loin. La 3^e voie, entre communisme d'État et « capitalisme hard », qui revendiquait « *un socialisme civilisé et un capitalisme assagi* », qui semblait garantir un PIB par habitant élevé, de hauts niveaux de protection sociale et de service public, a vécu. Le capitalisme a mis son ver dans le fruit, grignoté les acquis et déréglementé, faisant de la 3^e voie une impasse.

La gauche radicale ? Sa place en Suède est liée à l'influence, longtemps très forte, du Parti social-démocrate. Et aux scissions survenues dans le Parti communiste, dont le principal héritier est le Parti de gauche, très critique à l'égard de l'UE et des Verts. Saura-t-elle s'unifier ? Innover ? S'émanciper de la social-démocratie ? Osera-t-elle remettre en cause l'actionnariat ? Rompre avec le libéralisme ? Nul ne sait. Bref, la boîte suédoise comporte bien des allumettes. Et son avantage est d'être ouverte.

● Philippe Stierlin



Suède – élections européennes – 2009

Taux d'abstention : 54,5 %

PPE Parti populaire européen	S & D Socialistes et Démocrates	ADLE Démocrates et Libéraux pour l'Europe	Verts-ALE	GUE/NGL Gauche unitaire européenne Gauche verte nordique
Parti du rassemblement modéré (M) : 18,8 % Chrétiens-démocrates (KD) : 4,7 %	Parti social-démocrate suédois des travailleurs (SAP) : 24,4 %	Parti du peuple Les Libéraux (FP) : 13,6 % Parti du centre (C) : 5,5 %	Parti de l'environnement Les Verts (MP) : 11 % Parti Pirate (PP) : 7,1 % ▶ + 7,1 % / 2004	Parti de gauche (V) : 5,7 % ▶ - 7,1 % / 2004 ▶ - 10,1 % / 1999

Ukraine : éviter l'escalade, pour une voie démocratique et sociale

Denis Sieffert, dont l'hebdomadaire *Politis*¹ a publié plusieurs articles sur l'Ukraine, donne ici son point de vue sur ce « qui s'apparente à un mouvement révolutionnaire », malgré « toutes les pollutions bien réelles qui l'entachent », ainsi que sur les objectifs de Poutine et les visées des USA et de l'UE.

C'est entendu, dans quelques jours, la Crimée sera russe. L'annexion interviendra au lendemain d'un référendum décidé à Moscou comme une démonstration de force. Un message lancé à l'attention des Européens et des Américains, mais aussi, du peuple russe avide de retrouver un statut international digne du passé soviétique. Le paradoxe dans cette affaire, c'est que Vladimir Poutine a reconquis par la force ce qu'il aurait pu, sans trop de difficultés, obtenir par le droit. Comme si la méthode était finalement plus importante que le résultat. Car nul n'aurait pu longtemps contester l'appartenance de la Crimée à la Russie. Son rattachement à l'Ukraine par Khrouchtchev en 1954 n'était guère, à l'époque, qu'une péripétie administrative à l'intérieur de l'Union soviétique. La brutalité, plutôt que le droit, c'est donc

le message. Mais c'est aussi une interrogation pour la suite. S'il avait négocié le retour de la Crimée dans le giron de la Russie, ou, à tout le moins, un statut d'autonomie renforcée lui donnant toutes les assurances, Poutine se serait situé du côté du droit et de la négociation. En agissant comme il l'a fait, il laisse planer un sérieux doute sur ses intentions pour la suite. Mais il faut reconnaître que la méthode du coup de force s'inscrit dans la logique de son discours depuis le début du conflit. Et cela pose à chacun la question de l'analyse que l'on fait des événements de la place Maïdan.

Si on considère, comme le martèle la propagande russe, qu'il s'est agi d'un putsch fasciste plus ou moins inspiré, voire organisé par les États-Unis et l'Union européenne, alors la force ne fait que répondre à la force. Si l'on considère au contraire que ce qui s'est passé à Kiev, et qui a abouti au départ précipité de Viktor Ianoukovitch, c'est quelque chose qui s'apparente à un mouvement

révolutionnaire, alors Vladimir Poutine devient l'agresseur. C'est pourquoi l'appréciation que l'on porte, notamment sur l'importance des groupes fascistes, en premier lieu le parti Svoboda, et sur le rôle des Occidentaux, est importante. Elle détermine la nature du mouvement, et peut donner plus ou moins de légitimité, sinon de légalité, à l'action de Poutine. Or, force est de constater que la présence des groupes fascistes dans les affrontements de la place Maïdan, aussi détestable soit-elle, n'autorise pas à nier le caractère massif et populaire du mouvement. Quant à l'influence des Occidentaux, c'est une constante. Depuis le démantèlement de l'Union soviétique, Américains et Européens lorgnent sur l'Ukraine. Ils y ont installé des réseaux d'influence. L'Allemagne principalement. Le boxeur Vitali Klitschko, surgi de nulle part dans la vie politique, est quasi officiellement l'homme de l'Allemagne. Quant aux Américains, ils font peser depuis des années - au moins les années Bush - la détes- ●●●

¹. Voir aussi dans *Politis* cette semaine, une contribution de Roger Martelli.

●●● table menace d'une intégration de l'Ukraine dans l'Otan. Et la violente réaction de Poutine justifie en retour l'accélération de ce projet, puisque des manœuvres de l'Otan sont en cours ces jours-ci en Mer Noire. Il ne s'agit donc pas de croire en un "camp" occidental vertueux, face à un Poutine démoniaque. Un long travail de sape a bien été entrepris depuis longtemps. Mais ce n'est tout de même pas égal à un complot.

La différence entre les deux est de taille : c'est le peuple ukrainien. Il demeure, quoiqu'on en dise, l'acteur principal de cette Histoire, avec un grand H. Ce peuple s'est révolté contre un régime oligarchique et autoritaire soutenu par Moscou. Toutes les "pollutions bien réelles qui entachent son mouvement ne doivent faire oublier cette vérité première. Si l'illusion s'est répandue à Kiev que l'Union européenne, et peut-être l'Otan, pouvaient être la solution, c'est sans doute dû, pour une large part, à l'ignorance de ce qui attend un peuple économiquement affaibli au sein de l'Union européenne, mais c'est aussi la conséquence d'un rejet total et résolu d'un système politique corrompu et répressif qui s'identifiait au système Poutine. Hélas, nous devinons la suite. L'illusion européenne ne tardera pas à se dégonfler. Après les aides destinées à emporter l'adhésion de la population, viendront les conséquences des plans du FMI. Sur le modèle grec. Est-ce pour autant qu'il faut soutenir Poutine et la noukovitch en cas de tentative musclée de reconquête du pouvoir à Kiev ? Évidemment non. Dans l'immédiat, il convient surtout d'éviter l'escalade. Mais si elle est le fait de Poutine, il faut aussi le dire clairement.

Aujourd'hui, éviter l'escalade, c'est passer à l'étape suivante, sans esprit revancharde. Le coup de force de Poutine sur la Crimée est tout à fait détestable, mais rien ne sert de ratiociner là-dessus parce que, encore une fois, s'il n'y avait pas de légalité russe sur la péninsule de la Mer Noire, il y avait une certaine légitimité. Aidons plutôt les Ukrainiens à faire le deuil de la Crimée, en veillant au respect des droits des minorités - les Tatars notamment - et mobilisons-nous pour l'Ukraine dans deux directions : démocratique et sociale. La première exigence est celle d'une élection présidentielle aussi transparente que possible le 25 mai. Dans l'ordre des questions démocratiques, il faudrait aussi souhaiter que l'Ukraine, en échappant à la lourde tutelle de Moscou, ne devienne pas le jouet de l'Union européenne, via des oligarques "recyclés" dans le néo-libéralisme. Cela peut signifier l'organisation d'un pouvoir fédéral soucieux des droits des minorités. Et sur le plan économique, l'annulation d'une dette publique qui s'élève à près de 43 % du PIB. Pour l'instant le chantage du FMI s'exerce déjà : on vous accorde un prêt de 20 milliards en contrepartie d'un plan d'économie drastique qui porte notamment sur les prix du gaz. Ce gaz qui est décidément au centre de toutes les convoitises.



● Denis Siefert
Directeur de l'hebdomadaire *Politis*

Françafrique, suite ?



Éd. Philippe Rey
240 p. - 17 €

Échange épistolaire entre deux auteurs, ce livre est publié pour le premier anniversaire de l'opération Serval au Mali et rédigé à deux voix : Aminata Traoré, ancienne ministre de la Culture du Mali, et Boubakar Boris Diop, auteur de théâtre apprécié et militant sénégalais anti-colonialiste. Ces lettres couvrent la période de janvier 2012 à octobre 2013, sous deux présidents français, politiquement différents selon la rumeur publique puisque pour l'ancienne ministre la présidence Hollande pouvait laisser augurer, au moins, une inflexion de la politique en Françafrique. Les faveurs de François Hollande pour une intervention initiée, officiellement, par des mobiles humanitaires conduit Aminata Traoré à une attitude très critique vis-à-vis des "humanitaires" en général, même si on ne peut tous, indistinctement, les aplatir au niveau de BHL, de BK ou, pire, d'Obama, tous imposteurs bien servis. Elle cite les médias qui « *montrent l'opération comme au cinéma* », souligne leurs silences obstinés sur le massacre d'Aguelhock ou les lapidations à mort en Arabie Saoudite et constate « *la joie que suscite ce bruit de bottes* » (françaises) au sein de la population malienne, ajoute le FMI, destructeur de l'appareil économique du Mali, fauteur direct de la misère de ce peuple réduit à la mendicité, désormais dépendant, à nouveau, de l'expuissance coloniale pour assurer sa propre sécurité... et celle de l'approvisionnement d'Areva. Magnanime à l'égard de Pascal Canfin, ministre EELV, qui reste muet sur l'intervention programmée à leur rencontre, juste avant Serval ; elle est à peine déçue « *d'être interdite de séjour dans l'espace Schengen pour délit d'opinion* ». Boris Diop rafraîchit nos mémoires polluées par Al-Gézira, alias radio Qatar. Utile aide-mémoire pour nos compatriotes, la "patrie des droits de l'homme" fut aussi constructeur du Congo-Océan : 20 000 morts, un par traverse posée.



● Michel Mouréreau

Image de la semaine**La culture, c'est la vie !**

Au Mali aussi où théâtre, musique, danse à la fois sont ancrés dans la tradition culturelle et participent à l'émergence d'un autre Mali, y compris ou surtout depuis la grave crise qui secoue le pays. Ainsi le Mouvement pour la culture et l'excellence, association de très jeunes gens, vient d'organiser à Bamako sur trois samedis City dance, une manifestation très courue, réunissant 18 groupes de danse urbaine parmi lesquels s'est affirmé le groupe Biker (photo ci-contre).



● **Rompre avec les logiques aujourd'hui dominantes.** Le dossier du "e-mensuel" de *Regards* sur la CGT a été suscité par les propos de Thierry Le Paon dans un entretien publié sur le site du *Nouvel Économiste*, et la conception - qui interpelle - du secrétaire général de la CGT des missions syndicales. R. Martelli fait un retour sur l'histoire syndicale française, sur les relations avec les organisations politiques, et pose la question du syndicalisme aujourd'hui et développe la nécessité d'un projet syndical alternatif ; or « *Le projet touche à la politique ; toute ambition de projet oblige à maîtriser son rapport à la politique, et à le faire consciemment* »... À lire en s'abonnant à *Regards* ou à l'unité (3 €) ici <http://www.regards.fr/boutique/abonnement.4689>

● **50 jeunes refuzniks israéliens**, dans une lettre ouverte au Premier Ministre Netanyahu, refusent d'effectuer leur servi-

ce militaire obligatoire. Ils dénoncent « *les violations des droits de l'Homme* » en Cisjordanie, les « *exécutions, la construction de colonies, les détentions administratives (de Palestiniens), la torture, les punitions collectives et une répartition injuste de l'eau et de l'électricité* ». Ils pointent également les répercussions de cette politique sur la société israélienne elle-même où se développent la violence et les discriminations ethniques, nationales et sexistes.



● **Un air de Commune.** La liste Front de gauche pour les municipales de Crépy-en-Valois fait le buzz : le 8 mars, « le grand voile rouge mystérieusement descendu depuis l'aube sur une des façades de la rue Thiers, a été levé... Et c'est la nouvelle plaque de la rue, cette fois-ci dénommée "Louise Michel" qui s'est dévoilée sous les applaudissements des spectateurs... » Une initiative qui affiche clairement la couleur ! Voir *Cerises* n°201, 17/01/2014, et le site fdg-crepy.blogspot.fr.

Cerisespublication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>www.cerisesenligne.fr**MEDIAPART****twitter**